



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

trafic

Question au Gouvernement n° 430

Texte de la question

TRAFIC DE STUPÉFIANTS

M. le président. La parole est à Mme Irène Tharin, pour le groupe UMP.

Mme Irène Tharin. Monsieur le ministre de l'intérieur, depuis la formation du gouvernement de Jean-Pierre Raffarin (*Rires et exclamations sur les bancs du groupe socialiste*), vous avez instauré la plus grande transparence possible en communiquant régulièrement les nouveaux chiffres de la délinquance (« Allô ! Allô ! » *sur les bancs du groupe socialiste*) et nous restons extrêmement vigilants à l'évolution de la tendance qui témoigne de l'efficacité de votre action. (« Très bien ! » *sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. Bernard Accoyer. Absolument !

Mme Irène Tharin. Je peux en porter personnellement témoignage au vu des encouragements que je reçois à cet égard dans mon département, le Doubs.

Au-delà des résultats globaux, il est plus particulièrement certaines formes d'insécurité qui nécessitent un traitement spécifique. Je veux parler du trafic de drogue et de la lutte contre les stupéfiants. En effet, la toxicomanie fait des ravages de plus en plus inquiétants, surtout chez les jeunes. L'Etat se doit donc de réprimer ce fléau le plus sévèrement possible en s'attaquant au mal à sa racine. Des récentes affaires illustrent la volonté et la fermeté dont vous faites preuve en la matière. (« Ah ! » *sur les bancs du groupe socialiste.*)

Ainsi, la semaine dernière, les groupements d'intervention régionaux, les GIR, ont mené une importante action contre les trafiquants à Colombes et, tout récemment, les services de police ont démantelé un trafic d'ecstasy et de cocaïne dans une université parisienne. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

Monsieur le ministre, pouvez-vous éclairer la représentation nationale sur les derniers résultats que vous avez obtenus ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française. - « Allô ! Allô ! » sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales.

M. Christian Bataille. Au téléphone !

M. Nicolas Sarkozy, ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales. Madame la députée, vous allez m'obliger à rappeler que, malheureusement, si nous sommes face à tant de difficultés (*Rires et exclamations sur les bancs du groupe socialiste*),...

M. Jean Glavany. C'est la faute aux socialistes !

M. le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales. ... c'est parce que l'on a toléré, depuis trop longtemps dans notre pays, une situation inacceptable dont je vais prendre des exemples.

La lutte contre les trafiquants de drogue est effectivement une priorité absolue parce que la drogue tue deux fois

: elle tue d'abord ceux qui la consomment mais elle tue aussi parce que les revenus qu'elle génère servent à financer le crime. A cet égard, les GIR se révèlent être une arme redoutable. Il faut tout de même savoir ce qui a été mis à jour à Colombes. En effet, l'économie souterraine n'est pas un simple concept intellectuel, un sujet d'article pour les journaux. Elle est une réalité que vivent très douloureusement nombre de nos compatriotes. Ainsi, à Colombes, ont été arrêtés quarante-cinq individus qui se livraient à un trafic de drogue particulièrement juteux puisque l'un d'entre eux, âgé de dix-neuf ans, qui n'a jamais travaillé de sa vie, possédait un compte en banque confortablement garni de plus de 100 000 euros et plusieurs biens immobiliers dont le moins qu'on puisse dire est qu'il ne les avait pas acquis à la sueur de son front. *(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française.)*

Pourtant, il y a pire encore, et je pense que la représentation nationale doit être informée de la manière dont vivaient, ou plutôt ne vivaient pas les habitants de ces immeubles, terrorisés par cette équipe de voyous, qui trafiquaient cagoulés dans les escaliers où ils avaient leurs habitudes. Tous les matins, à cinq heures et quart, ils quittaient leur domicile pour ne pas être pris à six heures du matin au moment où la police a le droit de les interpeller. Voilà ce qui était toléré depuis des années à quinze minutes de Paris *(Protestations sur les bancs du groupe socialiste)* ; voilà ce que nous sommes décidés à ne plus accepter. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française.)*

S'agissant de la Sorbonne, Luc Ferry - puisque cela concernait l'université - et moi-même avons été informés d'un trafic particulièrement scandaleux de cocaïne, d'héroïne, d'ecstasy, et de GHB - substance appelée drogue des violeurs car elle a pour effet d'anesthésier de malheureuses victimes qui sont ensuite violées - mettant en cause douze personnes.

Ces deux affaires témoignent de la mobilisation des services...

M. Christian Bataille. Zorro est arrivé !

M. le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales... qui s'est traduite par une baisse de 13 % de la délinquance à Paris entre février 2002 et février 2003. Un tel recul ne s'était jamais vu depuis six ans. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et sur de nombreux bancs du groupe Union pour la démocratie française.)*

Données clés

Auteur : [Mme Irène Tharin](#)

Circonscription : Doubs (4^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 430

Rubrique : Drogue

Ministère interrogé : intérieur

Ministère attributaire : intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 6 mars 2003

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 6 mars 2003